

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois. 12 f.
Six mois. 23
Un an. 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Dallier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A TOURNAI, au bureau du journal l'Economiste ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. REBOUX

Le Nord de la France :

Trois mois. 12 f.
Six mois. 23
Un an. 44

ANNONCES : 15 centimes la ligne
RECLAMES : 25 centimes la ligne
On traite à forfait

ROUBAIX, 25 JUILLET 1870

Nous avons reçu ce matin la dépêche suivante :

Paris, lundi
Le Journal officiel publie un décret nommant M. Treillard, ministre de France à Washington.

Le ministre de la guerre ordonne de commencer la mise en état de défense et l'armement de l'enceinte fortifiée de Paris et des forts extérieurs.

Annouçant le tirage prématuré de la classe de 1870, un journal de Paris publie les lignes suivantes :

C'est encore là, dit-il, une lourde aggravation des charges que la guerre impose à la France ; mais le pays la supporte avec cette même fermeté qu'il montre en face de la décision qu'appelle la garde mobile au service actif. Il comprend tout ce qu'exige la situation, et sait gré au gouvernement de ne pas se bercer de complaisantes illusions en s'arrêtant à ces demi-mesures parfois si chères.

No dirait-on pas que les jeunes gens appelés à tirer au sort dans trois semaines rejoindront tout de suite le drapeau à la frontière ?

Il n'en est rien.
La mesure est de simple précaution.
Le tirage aura lieu en août, la révision en septembre ; mais les conscrits, ceux de la réserve comme ceux de l'activité, resteront dans leurs foyers.

Et comme la très grande probabilité est que la guerre actuelle, si elle est rude sera brève, on peut supposer qu'ils n'en quitteront pas.

Voilà la vérité.
Les familles, les populations ont assez d'ennuis réels pour qu'on ne leur en donne pas d'imaginaires.

C'est malheureusement ce que font, avec un déplorable accord, les journaux de Paris. — Laffitte.

On lit dans le Journal officiel :
Le Gouvernement de l'Empereur a donné des ordres pour que, dans la poursuite de la guerre, les commandants des forces françaises de terre et de mer, observant scrupuleusement vis-à-vis des puissances qui demeurent neutres, les règles du droit international, et pour qu'ils se conforment notamment aux principes posés dans la déclaration du congrès de Paris du 16 avril 1856, savoir :

- 1° La course est et demeure abolie.
2° Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre.
3° La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi.
4° Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral de l'ennemi.
5° Bien que l'Espagne et les Etats-Unis n'aient point adhéré à la déclaration de 1856, les vaisseaux français ne saisiront pas la propriété de l'ennemi chargée à bord d'un vaisseau américain ou espagnol, à moins que cette propriété ne soit contrebande de guerre.
Le Gouvernement de l'Empereur ne compte pas non plus revendiquer le droit

de confisquer la propriété de citoyens américains ou espagnols, qui serait trouvée à bord des bâtiments ennemis.

Le Morning Post rend hommage à la netteté de la proclamation de l'Empereur. Il dit qu'il est possible que l'Angleterre s'associe à la manière de voir de l'Empereur et du duc de Gramont si les choses se sont passées conformément à la version des documents français. Le Post mot MM. de Bismark et de Thile en demeure de répondre aux faits exposés dans ces documents, l'opinion de l'Angleterre dépendant de leur réponse.

Le Standard estime que la proclamation impériale et la circulaire de M. de Gramont sont de nature à confirmer l'opinion que la Prusse est largement responsable du carnage qui s'apprête. Il ajoute que la candidature du prince de Hohenzollern n'a été mise en avant que dans le but évident de provoquer la France.

LA NEUTRALITÉ BELGE.

En observant attentivement la Belgique dans la crise où nous sommes, nous constatons avec certitude le peu de sympathies que laissent voir pour la France les hommes politiques désignés sous le nom de libéraux ou de doctrinaires, et dont le précédent cabinet était l'expression officielle. Leurs penchants pour la Prusse sont évidents ; les feuilles libérales de la Belgique sont le fidèle miroir de leurs passions et de leurs vœux. Si ces hommes-là étaient restés aux affaires, leur neutralité, dans le conflit actuel, eût été un mensonge : on les aurait vus plus près de Berlin que de Paris.

Telle n'est pas l'attitude du ministère catholique. Plus nous connaissons ses actes, plus nous sommes frappés de la loyauté de sa conduite ; elle est faite pour inspirer toute confiance aux parties belgiques et affirmer la neutralité belge.

La situation vraie de la Belgique peut se résumer ainsi : vif sentiment national et résolution énergique de défendre la nationalité, neutralité dans la grande lutte commencée, plus de goût pour les Français que pour les Prussiens, mais en goût n'exclut pas la forte volonté de rester Belge. — POULOUAT. (Union.)

BULLETIN DE LA GUERRE

Messieurs les Prussiens n'étaient pas aussi prêts qu'on voulait bien le dire. Voilà que peu à peu, les indiscrétions se commettent ; et cette grande réputation de Sadowa, même avant toute rencontre, s'évanouit ! Nos lettres nous apprennent positivement que les levées de la landwehr sont des plus pénibles ; que les adieux avec les malheureuses familles privées de leurs chefs sont déchirants ; que les soldats souffrent énormément que les équipements sont incomplets. Déjà la nourriture manque, les approvisionnements restent insuffisants ; des corps entiers, rencontrés sur la route par des voyageurs, sont découragés.

Cette organisation militaire que nous avons tant enviée, ne peut pas, paraît-il,

se passer de l'appui premier d'une armée régulière !

Et puis, quels fonds possède cette nation prussienne qui, il y a six ans, se composait de seize millions d'habitants, et qui se trouve noyée aujourd'hui dans l'Allemagne entière. Peut-elle supporter une longue guerre ? — Non.

Pendant cette période calamiteuse, les boutiques sont fermées à Berlin, les ateliers chôment, les administrations ne fonctionnent plus, l'alimentation, la circulation sont arrêtées dans les villes car tout le monde est à la guerre ! L'argent manque, les ressources s'épuisent ; déjà les thalers de papier encombrant toutes les places ; le renchérissement des denrées, la rareté du numéraire produisent de véritables famines.

Peuvent-ils lutter contre l'élasticité de notre belle France ? Elle tire de son sein hommes, armes, munitions, approvisionnements, moyen de locomotion, de transport et de guerre, pour trois, quatre, cinq armées. Elle peut, d'un signe, mettre en réquisition une phalange immense de bons matelots ; elle peut, si la patrie le demande, charger de deux cents mille hommes de débarquement, les paquebots de sa navigation marchande, et les instruments de ses services de postes des deux mondes ! Derrière l'armée, derrière la réserve, derrière la mobile, elle possède encore la classe de l'année prochaine, la garde nationale des sédentaires, les volontaires, les vétérans !

Non, les Prussiens, qui cherchent déjà à attirer l'or des caves de la Banque, qui hier encore faisaient des emprunts sur notre place, qui aujourd'hui nous surveillent en aérostats à Trèves et à Landau. . . ne sont pas de taille !

M. de Bismark doit sentir déjà la faute énorme qu'il a commise en laissant faire cette guerre. Sur le terrain diplomatique, avec nos anciens « fois en thème », du quai d'Orsay, il nous battait à tout coup. Ici, il laisse maladroitement entrer dans son jeu nos zouaves, nos chasseurs à pied, notre armée d'Alsace. Cela n'est point habile !

Le prince bavarois « qui doit représenter la Bavière au quartier général de l'armée allemande (!) » s'en apercevra bientôt aussi pour son compte !

Quant au soldat français, d'après les lettres que nous recevons des camps, sa confiance augmente d'heure en heure. Il sent, à mesure qu'il avance, sa supériorité sur l'ennemi.

Nous ne pouvons entrer dans aucun détail sur nos marches qui mettraient déjà Sarrebrück dans nos lignes, d'après un télégramme donné hier par un journal. Mais elles sont précises, résolues, effectuées en fort bon ordre. Pas un seul coup de fusil sérieux ne s'est tiré. Une grande affaire se fera attendre, car notre tactique est de chercher à produire précisément ce qu'évitent les Prussiens, à frapper de grands coups, seul moyen de nous donner les avantages de l'offensive avec un ennemi qui nous attend dans des positions choisies, appuyé sur un fleuve, embusqué dans des places, chez lui, ravitaillé de toutes parts.

L'offensive a ses inconvénients en pareilles conjonctures, et il faut que les

Prussiens le sachent bien pour oser nous attendre comme ils le font, dans un éventail, le dos tourné au Rhin, à Kreuznach, tandis que nous pouvons par une manœuvre héroïque les culbuter tous dans le fleuve, hommes, chevaux et matériel sans qu'ils aient même le temps de se protéger sous les canons de Mayence ou d'Ehrenbreitstein !

Heureusement, pour l'offensive nous sommes munis et munis d'une manière admirable. Routes, chemins de fer, télégraphes, tout se fabriquera à la fois, et pour ainsi dire sous nos pas. Ah ! les Prussiens se figurent que nous allons prendre leurs remblais minés et leurs rails descellés, et nous exposer dans le périmètre de leurs places, aux torpilles, aux mines et aux machines infernales ! Pas du tout.

La route sera réglée comme il conviendra à nos généraux. On a dans la main le matériel léger, américain, rapide, pour faire chaque nuit, en rase campagne, 24 kilomètres de chemin de fer, et s'il le faut, pour y faire passer l'armée. Déjà en étape, les lignes seront construites, alimentées, servies et devancées par des télégraphes dont les fils rôtiront ensuite par minute les corps entre eux. Puisque MM. les Prussiens veulent de la guerre nouvelle, on leur en fera !

Ils ont imité nos exercices de tirailleurs ! Qu'ils essaient de pratiquer nos expériences de batteries légères, nos exercices de cavalerie et de mitrailleurs.

En fait de mitrailleuse, ils ont l'arme de Feltz, qui a été repoussée par l'Empereur ; et nous avons des batteries de fauchaises légères qui s'attellent comme des brouettes, et qui ravagent en éventail, avec la précision, pour chaque décharge « du balancier d'une pendule. »

Les manœuvres « couchées », les manœuvres « des sacs », les manœuvres « en sillons », faites au chassepot, les connaissent-ils ? Non ! Eh, bien, ils vont les voir. Pourraient-ils les pratiquer avec de la landwehr ? Allons donc !

Mais n'ayons pas la langue trop longue ; disons seulement que le soldat part avec une confiance admirable, que cette confiance graduellement se change en certitude.

Aussi, si l'on procède, comme on nous l'assure, à l'armement de Paris, à la mise en état de nos fortifications, au dépouillement d'une partie de la zone militaire, est-ce seulement par prévoyance ? Le conseil supérieur du génie qui va faire dresser les premières fascines sur nos remparts, sourira de ces précautions ! — Il les faut. On ne sait jamais ce qui peut arriver. A la guerre comme à la guerre !

A Berlin déjà les précautions sont bien prises — ou plutôt sur l'Elbe ; car c'est sur l'Elbe qu'on défend Berlin.

On y attend avec bien plus d'anxiété que nous la première bataille. Car si peu nombreuse qu'elle soit, la façon dont elle se sera développée donnera à la guerre son caractère décisif ; alors les prévisions, dont nous nous abstenons aujourd'hui, seront possibles.

Mais pas encore d'engagement prochain ! Cinq jours, six jours, peut-être

toute la semaine se passera sans grosse affaire ! . . . D'aucuns, qui pensent à l'anniversaire du 15 d'août (!), disent qu'on ne se battra pas avant le 10. Cela est puéril. Le 10, nous aurons foulé les cendres patriotiques de Hoche et de Marceau, et nous serons sur le Rhin !

Quant au départ même de l'Empereur, il constituera une sorte de secret. Napoléon partira du parc de St-Cloud, en chemin de fer, sans traverser Paris, on ne sait quel jour ; on ne sait pour où.

Il apparaîtra à une place quelconque de nos camps, la veille de la bataille. Si le carnage l'impressionne, comme le champ de bataille de Solferino l'a impressionné, il laissera à fortiori la France recueillir les fruits de sa victoire, et il ne confondra plus le Mincio avec l'Adriatique.

PIERRE BARAGON.

(Centre Gauche.)

Le plan des Prussiens.

Le plan des Prussiens, lisons-nous dans une correspondance de Metz, est incontestablement de ne nous opposer d'abord que les troupes de 1866 et de concentrer dans l'intérieur du pays toute la landwehr. Toutes les nouvelles militaires qui parviennent sont unanimes pour constater ce découragement des soldats de la landwehr qui forme, avec l'enthousiasme de la population, un contraste bien frappant.

On m'assure, ajoute notre correspondant, que Sarrebrück et son bassin houiller représentent une valeur réelle de 5 à 600 millions. La position de cette place aurait en ce moment une importance de premier ordre, car, sur toute la frontière, les usines, se forment à cause du manque de charbon. L'usine d'Esch, à l'entrée de Luxembourg, est à elle seule obligée de congédier de trois à quatre mille ouvriers, et les autres usines sont forcées de suivre cet exemple. Les Luxembourgeois, à cause de cette grève forcée, triplent leur gendarmes.

La ville de Cologne vient d'être mise en état de siège. La gare des marchandises, qui se trouve en dehors de la ville, a été détruite, tant soit vives les craintes de ce côté.

Je ne pense pas que les journaux allemands vous parviennent, aussi dois-je vous signaler une annonce de la Gazette de Cologne.

Le premier soldat qui s'emparera d'une mitrailleuse recevra une récompense de 500 thalers.

On m'assure que, tandis que chez nous des souscriptions s'établissent pour venir en aide aux blessés, les Prussiens destinent tout l'argent qu'ils recueillent aux soldats qui s'empareront des mitrailleuses. — Dulac.

On lit dans le Journal officiel :

Quelques journaux de soir ont annoncé qu'un ancien rédacteur du journal la France accompagnait l'armée en qualité de publiciste officiel. Cette assertion est entièrement inexacte.

Le service de la publicité officielle est confié exclusivement à des personnes de l'état-major général de l'armée.

Une grande maison de banque allemande qui a sa principale succursale à Paris et dont le chef, M. O. . . rivalise de fortune avec les Rothschild, vient d'apprendre que par ordre du général prussien qui commande à Cologne toutes les propriétés se trouvant dans la zone militaire de la ville devaient

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

DU 26 JUILLET 1870.

18

BASTIDE ROUGE

ÉLIE BERTHET.

Chacun des deux Corsés saisit une dame par le bras ; madame Meursanges cria, pleurant et se débattait vainement contre Sampinelli ; mais Elisabeth sentit l'inutilité de toute résistance ; elle dit seulement à sa mère, avec désespoir : — Comprenez-vous enfin quel est l'homme à qui vous voulez unir mon sort ?

passagères. Elles font des simagrées pour venir à bord ; vous savez sans doute comment on s'y prend en pareille circonstance ?

— Oui, oui, dit le patron d'un air farouche.

— Du moins, grommela Sampinelli, on n'a pas à craindre, avec de pareils ennemis, des coups de poing comme ceux du Nabab !

— Allons, ne lantermons pas, dit Linguard brutalement. Patron, chargez-vous de la jeune ; et toi, Sampinelli, tu me réponds de la mère. Je devrais peut-être, ajouta-t-il d'un air de réflexion, laisser ici cette vieille folle, qui nous gênera. Mais décidément, non ; elle mettrait demain tout le pays en révolution, et l'on pourrait. Emmenez-la donc ; nous nous en débarrasserons le plus tôt possible.

— Bah ! bah ! elles s'apaiseraient ! murmura-t-il d'un ton sombre ; et maintenant, achevons ma vengeance !

— Il entra dans la maison. Au bout de cinq minutes, il sortit précipitamment, comme effrayé de ce qu'il venait de faire, et il referma la porte sur lui ; puis sans tourner la tête, il prit sa course à travers le jardin et gagna la campagne.

Les cris lointains de madame Meursanges servirent d'abord à le guider dans l'obscurité. Ces cris pouvaient donner l'alarme dans les bastides voisines ; mais bientôt ils furent couverts par le fracas de la mer. Linguard doubla le pas, et il atteignit le lieu de l'embarquement en même temps que les prisonnières.

Meursanges poussait toujours des cris perçants.

— Continuez votre route, dit-il à ses gens : je vous rejoins à l'instant. Si elles refusent de marcher, portez-les dans vos bras ; si elles crient trop fort, fermez-leur la bouche avec un bâillon. . . Mais allez, allez vite ; je vous suis.

Les contrebandiers entraînaient les pauvres femmes. Linguard resta un moment immobile sur le seuil de la porte, écoutant les cris étouffés de madame Meursanges et les faibles gémissements d'Elisabeth ; ils s'éteignirent bientôt dans le silence de la nuit.

— Bah ! bah ! elles s'apaiseraient ! murmura-t-il d'un ton sombre ; et maintenant, achevons ma vengeance !

— Il entra dans la maison. Au bout de cinq minutes, il sortit précipitamment, comme effrayé de ce qu'il venait de faire, et il referma la porte sur lui ; puis sans tourner la tête, il prit sa course à travers le jardin et gagna la campagne.

Les cris lointains de madame Meursanges servirent d'abord à le guider dans l'obscurité. Ces cris pouvaient donner l'alarme dans les bastides voisines ; mais bientôt ils furent couverts par le fracas de la mer. Linguard doubla le pas, et il atteignit le lieu de l'embarquement en même temps que les prisonnières.

Elles ne songeaient même plus à la résistance. Cette nuit sombre, ce rivage désert, cette mer écumeuse et bruyante,

cette frêle embarcation sur laquelle on allait les placer, et qui semblait devoir se briser au premier choc du redoutable élément, ces lames énormes rebondissant à leurs pieds, toute cette scène grandiose et terrible les avait frappés de stupeur.

Elisabeth priait, madame Meursanges fermait les yeux en poussant des sanglots. Leurs gardiens les prirent dans leurs bras, et se mettant à l'eau jusqu'à la ceinture, ils les placèrent dans la barque où se trouvaient déjà Christophe et l'autre rameur. Il fallut rendre le même service à Linguard, qui, malgré la gravité des circonstances, se souciait médiocrement d'exposer à un rhume sa précieuse personne ; puis ils sautèrent eux-mêmes dans le canot et se mirent à ramer avec vigueur pour gagner la felouque, mouillée à quelques encablures du rivage.

Après avoir lutté un instant avec les hautes lames, l'embarcation atteignit enfin le navire, non sans que les dames, dans ce mouvement d'ascension et de descente rapide, n'eussent craint vingt fois de la voir s'abîmer. Le patron grimpa lestement à bord ; les dames et Linguard furent transportés à bras sur le pont et conduits dans la cabine à l'arrière de la felouque ; puis, le canot ayant été suspendu à sa place ordinaire, on se prépara à lever le grappin et à déployer les voiles.

Pendant que les marins s'occupaient de ces soins divers, le patron écoutait le

rapport d'un des hommes de l'équipage et observait avec inquiétude une masse noire ballottée par les flots à quelque distance de la felouque.

— C'est encore cette infernale baraque grômée-là ! dit-il en proférant un effroyable blasphème. Il n'y a plus de doute ; c'est à nous qu'elle en veut ! . . . Voyons, essayons encore de lui tourner les talons. Coupe le cablot ! commande-t-il à l'équipage d'une voix forte, au diable le grappin ! Pare à courir au plus près et détachons vivement.

En cinq minutes, les voiles furent déployées et orientées ; le petit navire commença à manœuvrer pour gagner le large. Le patron, appuyé sur le plat-bord, observait toujours l'objet suspect, à peine visible au milieu des vagues furieuses.

— Ma foi ! dit-il enfin en jurant, je ferai mon possible pour l'éviter ; si je ne peux y parvenir, Linguard s'arrangera. Je ne suis pas intéressé dans la cargaison, moi ! je ne dois pas être responsable des avaries.

Et le philosophe patron demanda au mousse un verre de vin et sa pipe. Linguard et les deux dames, comme nous l'avons dit, s'étaient retirées dans la cabine. Les pauvres femmes, encore frappées d'épouvante, se tenaient étroitement embrassées sans oser bouger. Linguard, plus familier avec la mer, les ralliait méchamment de cette frayeur. La prudence ne permettait pas de se servir d'une lumière si près des côtes ;